

L'extrême droite est-elle le porte-voix du malaise des quartiers populaires ?

Le mythe des campagnes pour le logement social de CasaPound en Italie

Caterina Froio, Pietro Castelli Gattinara et Tommaso Vitale

Résumé : C'est désormais un poncif : l'extrême droite serait une quasi-résultante des problèmes de l'urbanisme, le fruit des classes populaires et moyennes confrontées aux difficultés de l'habitat dégradé en secteur cosmopolite. Cette étude analyse en profondeur l'action et l'implantation de CasaPound, mouvement italien considéré comme une référence et un modèle par les radicaux de droite en Europe, dans les quartiers populaires. Il démontre empiriquement comment des actions fabriquées pour les médias occultent une réalité plus en demi-teintes.

Mots clés : Europe, extrêmes droites, radicalités, quartiers populaires.

Auteurs :

Caterina Froio est enseignante-chercheuse en Science Politique à Sciences Po Paris, Centre d'études européennes et de politique comparée (UMR 8239). Ses recherches portent sur les droites extrêmes et radical populistes, les partis politiques, la participation politique et les usages d'internet en France et en perspective comparée.

Pietro Castelli Gattinara est postdoctorant à l'Université d'Oslo (C-Rex, Centre de Recherche sur l'extrémisme) et chercheur associé au CEE de Sciences Po. Ses recherches portent sur la compétition partisane, l'immigration, et l'action collective d'extrême droite en perspective comparée.

Tommaso Vitale est Associate Professor de Sociologie à Sciences Po Paris, et directeur scientifique du master Governing the Large Metropolis à l'École Urbaine. Ses travaux portent sur les conflits et les changements urbains, sur la ségrégation spatiale, sur la planification des services sociaux, ainsi que sur les élites et la gouvernance locale de la restructuration industrielle.

Depuis quelques années l'extrême droite¹ essaie de s'afficher dans les quartiers populaires notamment par la promotion de campagnes de proximité visant à se montrer proche des riverains et à l'écoute de leurs inquiétudes². Ce phénomène ne se limite pas à la France, mais intéresse désormais plusieurs pays européens, mais aussi les États Unis, le Brésil et l'Inde. Ces stratégies attirent l'attention des médias, que en leur donnant visibilité (avec un ton positif ou négatif), contribuent à relayer dans le débat public deux mythes relatifs à l'extrême droite contemporaine. D'une part, est véhiculée l'idée que ces territoires, abandonnés par les partis politiques traditionnels et par l'État, seraient intrinsèquement racistes et aigris et constitueraient un terreau fertile pour ces formations, notamment en termes de possibilités de mobilisation et de vote. D'autre part, se répand le mythe selon lequel l'extrême droite serait en mesure d'apporter des réponses grâce à un « agenda social » interventionniste, dont le centre de gravité se situerait à gauche de l'axe économique. L'extrême droite serait donc en dynamique dans cette rupture provoquée par l'inquiétude des classes populaires et la faiblesse de l'État dans les banlieues.

Cette interprétation correspond-elle à la réalité? Qu'est-ce que « l'activisme social » à l'extrême droite? Quelles formes prend-il? Pour essayer de répondre à ces interrogations, cette note place la focale sur le cas italien où depuis longtemps, cette question s'impose dans le débat politique, notamment autour de l'accès au logement social dans les banlieues des grandes villes comme Rome et Milan. A partir des résultats du projet de

¹ Dans le texte le terme « extrême droite » est utilisé suivant la définition de Cas Mudde (2007). Selon ce dernier, dans le champ des droites extrêmes (*Far right* en anglais), les organisations d'extrême droite (*Extreme right*) s'opposent à l'ordre constitutionnel démocratique et aux droits des minorités définies sur une base ethnique, culturelle, religieuse, d'orientation sexuelle ou d'une combinaison de ces éléments.

² https://www.lemonde.fr/politique/article/2016/09/03/le-fn-affiche-sa-volonte-de-re-conquerir-les-banlieues_4992163_823448.html, consulté le 5 mai 2020.

recherche FARPE « Far-Right Protest in Europe after the Great Recession »³, nous analysons les campagnes pour la « préférence nationale » dans l'accès aux HLM menées par le groupe CasaPound (officiellement CasaPound Italia, CPI). Celles-ci ont culminées en mai 2019 dans des affrontements violents autour de l'attribution d'un logement HLM à une famille Rom dans le quartier périphérique romain de Casal Bruciato. L'exemple de la CPI permet d'illustrer, sans prétention d'exhaustivité, l'agenda et les formes de l'activisme social de l'extrême droite dans les quartiers populaires. Nous suggérons que ces campagnes locales relèvent de stratégies de communication ciblant avant tout une visibilité médiatique nationale⁴.

Qu'est-ce que c'est CasaPound Italia et pourquoi est-elle associée aux campagnes pour l'accès au logement social ?

CasaPound est un groupe d'extrême droite qui s'inscrit ouvertement dans la tradition du fascisme italien. L'accès au logement est une question centrale depuis sa fondation. Cette dernière remonte à la fin de l'année 2003 et coïncide avec l'occupation d'un immeuble dans le quartier Esquilino, à Rome, pour dénoncer la pénurie de logements HLM dans la ville. Le nom adopté témoigne aussi de l'importance de la question du logement dans ses campagnes : il fait référence à l'écrivain étatsunien Ezra Pound et à ses travaux sur le loyer considéré comme usure. Le symbole du groupe est aussi révélateur, la tortue étant choisie car elle porte toujours sa maison avec elle.

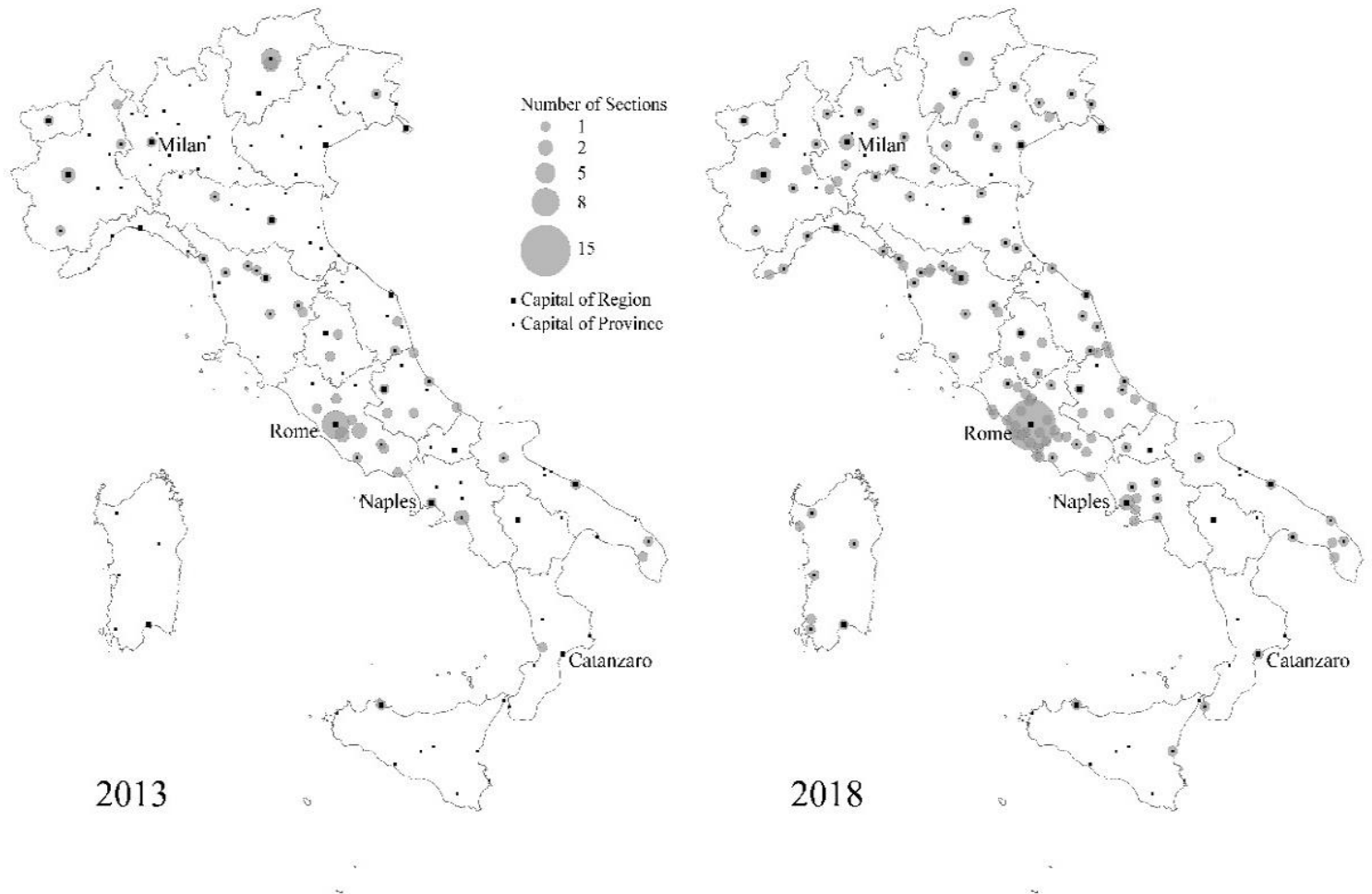
³ Le projet FARPE est financé par le Centre pour la Recherche sur l'Extrémisme (C-REX) de l'Université d'Oslo. Pour plus d'informations : <https://www.sciencespo.fr/centre-etudes-europeennes/en/node/27011>, consulté le 5 mai 2020.

⁴ Merci à Ruggero Iori et à Nicolas Lebourg pour la relecture et les commentaires sur la première version de ce texte.

En complément de ces références symboliques, l'analyse des évolutions du programme socio-économique de CPI depuis sa naissance montre que le groupe endosse un agenda interventionniste en matière de prestations sociales et quant à un droit au logement teinté d'ethnocentrisme (Froio et *al.* 2020). Dans cette vision du monde une identité culturelle imagée (la nation) est associée à une entité politique (l'État), et les droits sociaux relèveraient du lien entre État et nation. En d'autres termes, l'accès au logement tout comme d'autres droits sociaux (par exemple la sécurité sociale) doivent être réservés aux italiens.

Ainsi, à différence des mouvements de gauche qui militent pour l'accès à ces mêmes prestations sur une base universelle, CPI s'engage pour le droit au logement au seul bénéfice des Italiens, ou de préférence pour les familles italiennes. Tout au long des dernières années, la plateforme politique de CasaPound s'est élargie à d'autres enjeux, tels que l'intégration européenne, l'environnement, le genre et la sécurité, associés aux questions culturelles qui constituent la marque de fabrique historique du groupe. Cet élargissement programmatique accompagne aussi l'expansion de CPI sur le territoire national : entre 2013 et 2018 le groupe ouvre 94 nouvelles sections locales (voir Figure 1 ci-après).

Figure 1. Distribution géographique des sections de Casapound Italia (changement 2013*- 2018).



Note : *Première année où les données existent.

Source: Froio, Castelli Gattinara, Bulli et Albanese (2020).

Malgré l'élargissement du programme et l'expansion géographique (y compris dans des endroits où la question de l'habitat est moins importante qu'à Rome), l'accès aux HLM reste au cœur de leurs campagnes. C'est notamment cette question qui a été à l'origine des affrontements dans le

quartier populaire romain de Casal Bruciato en mai 2019⁵. Ces événements ont connu une forte couverture médiatique, ce qui a contribué (directement ou indirectement) à relayer dans l'opinion publique l'idée que l'extrême droite est la porte-voix de l'anxiété provoquée par le manque de services publics et de logements sociaux dans ces aires périphériques et, partant, peut y répondre.

L'affaire Casal Bruciato

Casal Bruciato est une « borgata di periferia », un quartier populaire romain, situé dans la partie orientale de Rome, le long de la soi-disant (ancienne) ceinture rouge de la Tiburtina. D'un point de vue démographique, il s'agit d'une banlieue historique où, dans l'ensemble, entre 2008 et 2018, la population est restée assez stable, ne perdant que 5 à 6 % de sa population, alors que le nombre d'habitants du centre historique a diminué d'environ 30 % au cours de la même période⁶. C'est dans ce même quartier que fut fondée dans les années 1970 l'Organisation des Prolétaires Romains (OPR) par les occupants de maisons réunies sur la "Liste de Lutte", devenue le "Réseau Communiste" au cours des années 1980.

⁵https://roma.repubblica.it/cronaca/2019/05/07/news/roma_ancora_proteste_a_casal_bruciato_ontro_casa_assegnata_a_famiglia_rom_se_tornate_vi_ammazziamo_-225656001/, consulté le 5 mai 2020.

⁶ A Rome, ce sont les aires situées en dehors du « Grand Raccordo anulare » (le boulevard périphérique) qui enregistrent des taux de croissance élevés et c'est grâce aux "banlieues extérieures" que la ville a encore un solde de population positif.

⁷ <http://inx.retedeicomunisti.net/2019/04/17/una-storia-anomala-il-conflitto-di-classe-negli-anni-70-primo-volume-dallorganizzazione-proletaria-romana/>, consulté le 5 mai 2020.

Le quartier héberge environ 21 000 habitants⁸, avec une population plutôt âgée (46,9 ans de moyenne d'âge alors qu'à Rome cette dernière s'établit à 44,7), un indice de vieillesse de 2,3 (1,6 à Rome), une part de moins de 30 ans de 24,8 % (soit un taux faible par rapport à l'ensemble de la ville où il est de 27,5 %) et celle de plus de 65 ans est de 25 % (contre 21,9 % à Rome). Lors du recensement de 2011, les résidents étrangers ne représentaient que 3,8 % de la population (tandis qu'il est de 8,6 % à Rome). Dans le quartier, environ 8 400 personnes sont en emploi, soit un taux d'activité de 69,2 % (la moyenne romaine est de 70,9 %), un taux d'emploi de 61,9 % (64,1 % à Rome) et un taux de chômage de 10,5 % (9,5 % en moyenne dans la municipalité). Lors des élections régionales de 2018, le candidat de la liste de centre gauche - Nicola Zingaretti - a obtenu 36% des votes (contre une moyenne de 37,5 % pour toute la ville de Rome). C'est un quartier qui a une assez faible structure d'opportunités sociales et culturelles.

Si l'on considère l'offre culturelle pour 1000 habitants, on trouve un indice de 0,09 (en moyenne à Rome, cet indice est beaucoup plus élevé, se situant à 0,15, atteignant une valeur maximale de 12,82 à Villa Borghèse, et de 2,46 dans la vieille ville). Il y a 10 jardins d'enfants pour 1000 habitants âgés de 0 à 2 ans (ce qui est un niveau très élevé face à une moyenne de 5,7 à Rome) ; 17,5 magasins de quartier pour 1000 habitants (une offre faible contre une moyenne de 25,1 dans l'ensemble de la ville) ; 11,8 places pour 1000 hectares (un peu plus que la moyenne de la ville, qui est de 11,1%). A l'instar du reste de la banlieue historique de Rome, ce quartier subit une forte pression du marché immobilier, dans une ville qui demeure la deuxième plus chère d'Italie pour la valeur moyenne des biens immobiliers (au même titre que Florence, et après Milan). À Casal Bruciato, les prix de vente moyens sont

⁸ Toutes les données citées sont disponibles en open source ici <https://www.mapparoma.info/open-data/>, consulté le 5 mai 2020. Casal Bruciato correspond à la zone urbaine 5B. Le site a été réalisé par Keti Lello, Salvatore Monni et Federico Tomassi.

inférieurs à la moyenne du reste de la ville, et 61,8 % des familles possèdent une maison (contre une moyenne romaine de 69,3 %).

À l'origine des affrontements à Casal Bruciato il y a la volonté des militants de CPI d'empêcher une famille de Roms, installée régulièrement en Italie, d'accéder à un logement HLM attribué par la mairie. Le lundi 6 mai 2019 au matin, une trentaine de militants d'extrême droite organisent un piquet devant cet HLM pour protester contre son attribution, alors que sur la base de la liste des affectations de logements sociaux, la famille y a tout droit. Mais pour CPI, les HLM sont un droit «des Italiens», selon la logique de la préférence nationale, et le groupe s'y oppose. Cette campagne vise une famille rom, la minorité la plus marginalisée et discriminée en Italie, les étrangers " par excellence " qu'ils soient citoyens italiens ou non.

Selon une enquête menée en 2014 par le Pew Research Center⁹ en France, en Allemagne, en Grèce, en Italie, en Pologne, au Royaume-Uni et en Espagne, la plupart des individus ont une vision négative des minorités roms vivant dans leur pays. En haut du classement se trouve l'Italie (suivie par la France) : dans le « Bel Paese », 85 % des enquêtés expriment des opinions négatives à l'égard des Roms. En mai 2019, l'Eurobaromètre¹⁰ a mesuré qu'en Italie seulement 29 % des répondants se sentent à l'aise à l'idée d'avoir un Rom dans un poste à haute responsabilité politique, par rapport à une moyenne européenne (UE 28) de 49 %. Seulement 38 % des citoyens de la péninsule se sentent à l'aise à l'idée d'avoir un collègue de travail rom avec qui avoir un contact quotidien, par rapport à une moyenne européenne de 64 %. Et enfin seulement 26 % se sentiraient à l'aise si l'un de leurs enfants avait un partenaire rom, par rapport à une moyenne européenne de 48 %.

⁹ <https://www.pewresearch.org/global/2014/05/12/chapter-4-views-of-roma-muslims-jews/>, consulté le 5 mai 2020.

¹⁰ Eurobaromètre 493 - Vague EB91.4 disponible ici <https://ec.europa.eu/commfrontoffice/publicopinion/index.cfm/ResultDoc/download/DocumentKy/87621>, consulté le 5 mai 2020.

Les Roms sont considérés différents à la fois par leur nature et leur culture, étrangers à la communauté nationale et aux sociétés locales, dangereux, indignes. Ils sont la minorité ethnique envers laquelle il y a le plus d'hostilité en Italie (Castelli Gattinara 2016). Selon les stéréotypes, les Roms n'auraient pas « un mode de vie civilisé », ni « un intérêt quelconque pour le bien-être de leurs enfants » (Vitale *et al.* 2009). L'extrême droite, par ailleurs, tend à tirer parti des représentations selon lesquelles les Roms mettent toujours en avant des comportements opportunistes, une économie prédatrice basée sur le vol, la grande saleté, la traite des enfants, le refus de s'intégrer et le manque d'engagement et de détermination. En somme ils seraient « paresseux » (Pasta et Vitale 2018). Dans ses textes, CasaPound décrit aussi les Roms comme un groupe privilégié qui reçoit plus d'aides socio-économiques que les autres citoyens.

À Casal Bruciato, cette famille a été ciblée exclusivement pour des raisons d'ethnicité. Ce n'est pas une réaction à leurs comportements passés, mais un préjugé raciste qui associe les Roms à la criminalité et à la « dégradation urbaine ». Le piquet de Casal Bruciato devient donc une occasion de propagande pour CPI qui parvient à soulever le mécontentement des autres résidents de l'immeuble contre ces nouveaux locataires. Pendant plusieurs jours, les activistes de CPI sont restés devant la porte de l'immeuble et, entre bousculades et insultes, ont cherché à empêcher les Roms d'accéder à leur logement, puis perturbaient leur sortie.

Les évènements deviennent rapidement l'objet de l'attention des médias. Globalement, ceux-ci présentent les quartiers populaires comme des zones oubliées par l'État, traversées par des fortes tensions sociales liées notamment à la mondialisation, à la précarité et à l'abandon, et symbolisant l'impossibilité d'intégrer des minorités ethniques dans une société en voie d'appauvrissement. Certains récits mettant aussi l'accent spécifiquement sur les Roms. CasaPound traite la famille en question comme si elle était une usine polluante, c'est-à-dire tel un problème supplémentaire qui s'ajoute au quartier, dégradant davantage la qualité de vie des habitants, et attaquant

leur santé et leur bien-être déjà précaires. Profitant de la clameur médiatique, CasaPound intensifie son engagement: ses militants se multiplient et installent un kiosque avec du matériel de campagne et des drapeaux. L'intervention de la police, qui tolère le rassemblement non autorisé, se limitera juste à former des cordons permettant aux habitants du bâtiment d'y accéder.

Le point culminant est atteint le mardi 7 mai. À l'heure du déjeuner la mère et sa jeune fille cherchent à rentrer chez elles après leurs courses, mais le passage leur est bloqué par le rassemblement d'activistes et des riverains qui se sont joints au piquet. Dans les images des médias présents ces jours-là, il est possible de voir les policiers qui négocient le passage des deux femmes avec les militants de CasaPound, et qui sont finalement obligés d'ouvrir un chemin par la force jusqu'à la porte du bâtiment. Les journaux publient les images de certains militants insultant la femme et sa fille, voire menaçant de les tuer. À quelques mètres des deux, un homme - portant une veste avec le symbole de CasaPound - menace de les violer si elles ne quittent pas leur logement¹¹. Les deux femmes s'enferment dans le bâtiment, terrifiées.

Le lendemain, la plupart des membres de la famille retournent au camp où ils ont vécu, tandis que l'autre moitié reste dans l'appartement, dans un logement sans électricité ni meuble, ou quelconque équipement, toujours entouré par une dizaine de militants de CPI. Ces derniers continuent à garder leur kiosque, libres d'insulter et harceler les Roms. Mais, après quelques jours de visibilité médiatique, ils disparaissent du quartier et arrêtent de s'intéresser à ses problèmes.

Parallèlement, des enseignants et des parents d'élèves de la même classe où sont scolarisés les enfants de cette famille se sont mobilisés depuis les premiers jours pour être à côté des familles Roms menacées. Ce n'est pas la première fois: dans d'autres quartiers de Rome, consécutivement à des

¹¹ https://roma.corriere.it/notizie/cronaca/19_maggio_10/militante-ti-stuproche-ora-casapound-scaricanon-ha-mai-esagerato-8a027120-72ac-11e9-861b-d938f88a2d19.shtml, consulté le 5 mai 2020.

menaces de l'extrême droite à l'encontre de familles Roms, des enseignants et des parents, soutenus par des associations pour les droits de l'homme comme le collectif « 21 Luglio »¹², s'étaient déjà relayés pour être présents la nuit à côté des familles¹³ et, ensuite, favoriser l'entraide entre voisins, (Vitale 2019). Aujourd'hui, la famille Rom de Casal Bruciato vit dans son HLM, sans subir d'autres tensions, même si elle a été déplacée dans un autre appartement, non loin du premier.

Contrairement à l'image relayée par les médias et aux discours de CPI, les faits de Casal Bruciato n'ont pas été des manifestations spontanées ou de grands soulèvements populaires : il n'y avait que quelques dizaines de militants d'extrême droite (pour la plupart résidant ailleurs), alors que plusieurs citoyens et des organisations de bénévoles dénonçaient « l'invasion » des « fascistes qui ne sont pas du quartier ».

En somme, Casal Bruciato n'était pas devenue une périphérie exaspérée, où les « immigrés » et les « tziganes » sont la goutte qui fait déborder le vase ; ces lieux ont aussi accueilli des formes de résistance collective à la propagande et à la mobilisation de l'extrême droite. Pourtant, la mobilisation de Casal Bruciato a finalement constitué un franc succès médiatique et politique pour CasaPound, désormais présentée dans le débat public comme le groupe d'extrême droite donnant voix au « malaise » des quartiers populaires.

¹² <https://www.21luglio.org>, consulté le 5 mai 2020.

¹³ <https://www.linkiesta.it/2019/05/casa-popolare-rom-roma-torrenova/>, consulté le 5 mai 2020.

L'activisme social à l'extrême droite : les actions sociales directes

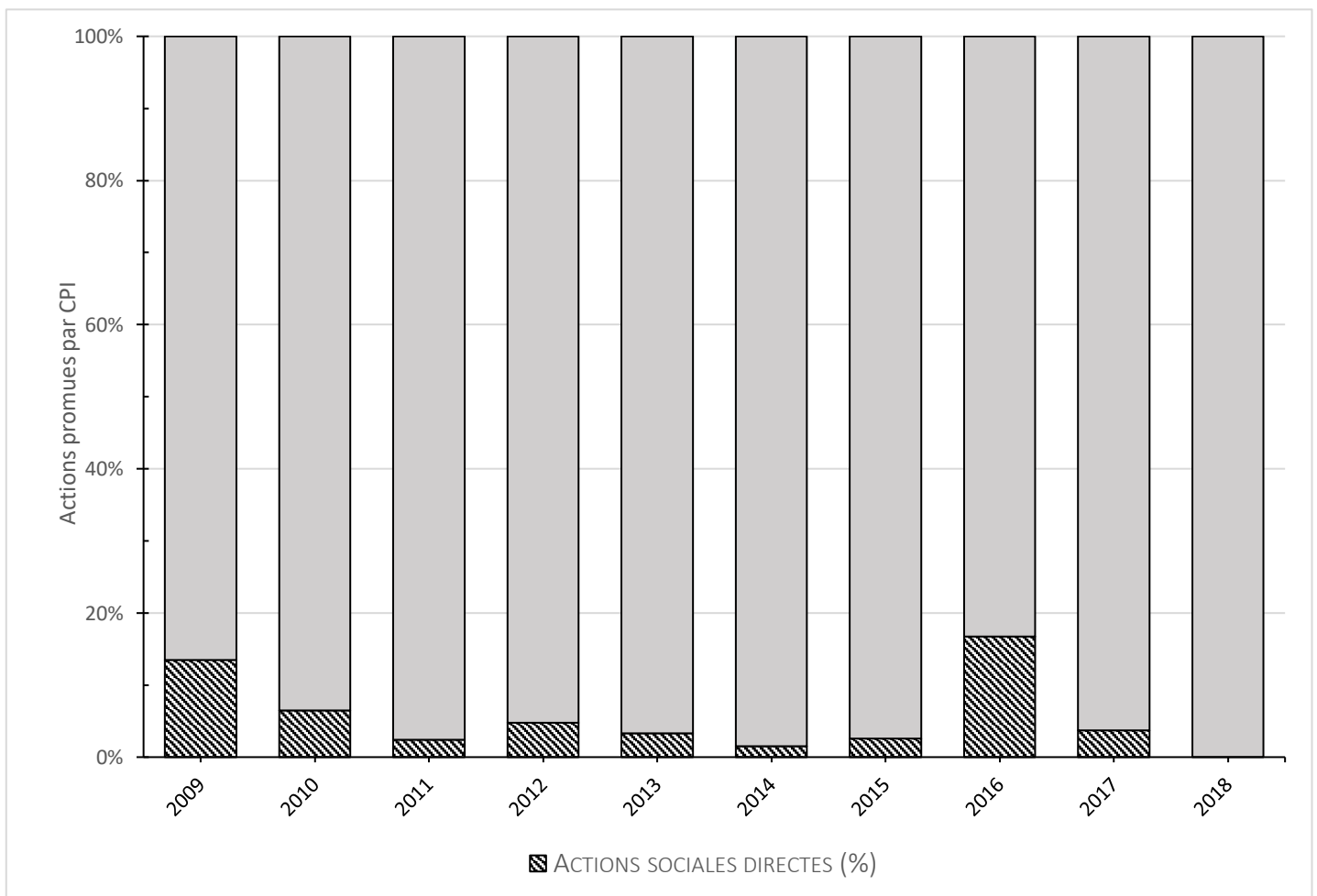
Les événements de Casal Bruciato suivent un scénario déjà mis en place ailleurs, où CPI essaie de se présenter comme la porte-parole du droit au logement des Italiens. Ses militants ne partent que lorsque les Roms quittent les lieux où ils auraient le droit de vivre. Dans les semaines précédentes, des affrontements similaires ont eu lieu d'abord à Torre Maura, une banlieue dans le sud-est de Rome, contre l'entrée dans un centre d'accueil de 77 Roms qui s'étaient vu attribuer régulièrement des places. Quelques semaines plus tard, l'attribution d'un appartement HLM, encore une fois à Casal Bruciato, provoquait une autre mobilisation de CasaPound qui forçait les Roms à retourner dans le campement d'où ils venaient, sans qu'aucune solution alternative ne leur ait été proposée par les institutions. Dans tous ces cas, l'activisme social de CPI a suivi des tactiques protestataires spécifiques, qui parviennent à être fortement médiatisées grâce aux *formes* qu'elles prennent et au *message* dont elles se veulent porteuses.

Lorsque CPI se mobilise sur des questions sociales, elle privilégie des formes que les spécialistes des mouvements sociaux appellent « actions sociales directes » (Bosi et Zamponi 2015 ; Kousis et Paschou 2017). Théorisées dans l'étude des mobilisations en périodes d'insécurité économique, les actions directes désignent des interventions qui visent à résoudre de manière immédiate des problèmes, sans donc faire appel à des intermédiaires comme les autorités locales ou nationales pour atteindre des objectifs. En d'autres mots, ces interventions ne s'adressent pas aux représentants politiques, mais visent à résoudre directement une situation jugée problématique. Dans ce sens, elles s'appuient sur l'idée « d'une société qui change par elle-même » (Bosi et Zamponi 2015 : 371). À l'extrême droite, ces tactiques d'actions directes sont souvent déployées dans les quartiers populaires où le groupe les présente comme la réponse concrète de citoyens « subissant » l'abandon présumé de l'État (Simonneau et Castelli Gattinara 2019). Elles se fondent

donc sur l'idée qu'il y aurait une responsabilité des citoyens de se substituer à un État incapable de répondre à leurs besoins, notamment en termes d'accès aux services sociaux et de sécurité.

L'étude des répertoires d'action de CPI montre que ces tactiques, traditionnellement associées aux mouvements sociaux progressistes, font aussi partie des formes de mobilisations d'extrême droite, même si elles représentent une toute petite partie de la totalité des actions promues par le groupe, comme le montre ci-après la Figure 2 issue des données du projet FARPE.

Figure 2. Les actions sociales directes dans le répertoire d'action de CasaPound Italia (CPI).



Source : FARPE. La Figure montre le pourcentage d'évènements protestataires qui correspondent à la définition d'«action sociale directe» et aux autres tactiques de mobilisation. Calculs réalisés avec la méthode de l'analyse des évènements de protestation.

Au total, nous avons identifié 1 397 actions promues par CPI sur la période 2009-2018, dont seulement 73 correspondent à notre définition d'actions sociales directes (5%). Ce type d'actions comprend des patrouilles pour assurer la surveillance au niveau local, l'opposition à l'aménagement des bâtiments destinés à accueillir des familles migrantes, voire des confrontations avec la police pour empêcher l'installation ou l'aide aux demandeurs d'asile. Une analyse plus fine de leur contenu, montre que ces actions portent principalement sur des questions socio-économiques (36% du total). Ces dernières peuvent prendre des formes différentes, comme l'occupation physique d'immeubles et d'HLM, ou plus souvent, la création de piquets pour bloquer l'accès des locaux destinés à des familles d'origine étrangère, comme à Casal Bruciato.

Mais pourquoi CPI essaie-t-elle de s'afficher dans les quartiers populaires ? La structure des opportunités médiatiques est très favorable dans ces aires où il y a une forte demande de logements sociaux, une faible offre de services publics, et un patrimoine immobilier dégradé. Les quartiers populaires sont le lieu idéal pour jouer le rôle de citoyens présents et actifs, avec des initiatives de « solidarité ». Ces initiatives sont évidemment *sélectives* (uniquement pour les Italiens) et *extemporanées*, faites de manière événementielle pour faire parler d'elles, non pour faire face aux problèmes de pauvreté, de privation alimentaire et de défense des revenus par la mutualisation de biens et de services stables.

En fait, une autre caractéristique importante de l'activisme social de CPI est *le message* dont il se veut porteur. Qu'elles portent sur l'accès aux droits sociaux ou sur les enjeux migratoires ou de sécurité, les actions sociales directes mobilisent un cadre narratif spécifique et récurrent : elles s'appuient sur un sentiment d'abandon des citoyens par l'État, surtout dans des lieux « frontières » comme ces périphéries. Ce sentiment permet, d'une part, de politiser des faits divers et de faire émerger ceux-ci en tant que problème au niveau local, d'autre part, de justifier des formes d'interventions directes qui, sous prétexte d'agir pragmatiquement quant au problème, contribuent à la

visibilité des groupes d'extrême droite dans l'espace public national, à leur futur recrutement et à l'intégration de leurs mobilisations dans les périphéries mêmes. Si ces interventions contribuent donc à produire le mythe de l'engagement de militants d'extrême droite « au service » de la population locale, elles constituent également des stratégies de communication à part entière.

L'engagement dans les quartiers populaires comme stratégie de communication

Dans l'activisme de CasaPound il est difficile de distinguer entre action et communication. Ainsi, à côté des tactiques et messages spécifiques qui accompagnent les actions sociales directes de CPI, la mise en visibilité de ces campagnes découle aussi d'un répertoire communicatif et émotionnel désormais rodé. En fait, la stratégie politique de CasaPound repose non seulement sur des incitations identitaires, mais surtout sur la connaissance des mécanismes de production de l'information qui ne permettent que à certains faits de devenir des nouvelles, dans une conception entièrement médiatique de la confrontation politique (Bouron et Froio 2018 ; Castelli Gattinara et Bouron 2019). Dans cette interprétation, des tactiques percutantes, la polarisation des points de vue et la simplification du message à transmettre à la fois aux journalistes et aux habitants font que les médias accordent une attention démesurée à CPI. Pour des acteurs comme CasaPound, à faible ancrage social et électoral, la visibilité médiatique est une ressource clé pour exister en politique.

Le répertoire d'action du groupe propose en effet une série de tactiques essentiellement orientées vers les médias, qu'ils soient locaux ou nationaux, numériques ou pas. En fait, pendant les événements de Casal Bruciato, les militants de CPI (auto)produisent du contenu qu'ils relayent ensuite par les réseaux sociaux et par le site de l'organisation, dont l'interface a été justement renouvelée au même moment. En parallèle, ils diffusent des

communiqués de presse qui résument de manière simplifiée les faits et valorisent leur rôle. Si la simplification des problèmes politiques en catégories dichotomiques n'est pas seulement le monopole de l'extrême droite, CasaPound semble savoir comment s'adapter à la logique journalistique de production des nouvelles. Tout d'abord, CasaPound réoriente la focale du débat public sur un sujet (dans ce cas, les systèmes d'attribution des logements sociaux).

Pour cela, le groupe se sert de tactiques et messages qui, parce qu'ils sont extrêmes, deviennent visibles dans la sphère publique et redéfinissent les limites de ce qui est légitime (ou pas) dans le discours public. Atteindre les médias contribue à normaliser l'idée d'un engagement social de CPI dans ces quartiers, bien que cela ne soit pas forcément la réalité. Cela apparaît aussi par la recherche incessante de CPI de s'engager dans des débats et querelles avec des opposants politiques plus ou moins directs, à travers la construction d'une opposition entre une tolérance « buonista » (angélique) de l'élite du bâtiment et l'intolérance « genuina » (véritable) des gens du quartier. Le conflit sur l'attribution des logements sociaux est donc moins un outil d'expression d'un agenda social interventionniste de CasaPound, qu'un choix stratégique pour s'adresser aux médias.

L'engagement social de CasaPound est donc surtout "médiagène": ces actions sont conçues, organisées et développées principalement en fonction de leur mise en visibilité et de leur transmission aux journalistes (Castelli Gattinara et Froio 2018). Par conséquent, leur résultat, ne se mesure pas forcément en termes d'effets concrets dans le contexte où ces actions se déroulent, mais en termes de conséquences pour l'image publique et la réputation de ceux qui les réalisent. En fait, pendant les événements décrits, CPI sera à la Une malgré son manque d'ancrage social et son incapacité à promouvoir des solutions réelles et pragmatiques aux problèmes socio-économiques complexes qui traversent les périphéries italiennes.

Conclusion

Ce tour d'horizon montre un décalage certain entre le mythe selon lequel l'extrême droite porterait la voix des quartiers populaires et la réalité empirique. L'étude des mobilisations pour les logements sociaux du groupe CasaPound en Italie suggère que ces campagnes font bien partie de son répertoire d'actions, mais qu'elles sont moins orientées vers les périphéries et leurs riverains que vers les journalistes.

Teintées d'ethnocentrisme, ces campagnes prennent des formes spectaculaires qui relèvent d'un travail minutieux d'équilibre entre tactiques, messages simplifiés et conflictuels d'une part, et des tentatives de légitimation politique d'autre part. Ces initiatives « par le bas » sur l'accès aux services sociaux sont donc à resituer dans le cadre de la spectacularisation des problématiques politiques telles que que l'immigration et la sécurité¹⁴.

En définitive, la part déterminante de l'interaction entre CPI et les quartiers populaires n'est pas vraiment de faire quelque chose ou de se confronter directement et physiquement avec les autorités, mais d'exister médiatiquement. A cet égard, ce ne sont pas les quartiers populaires qui courent après l'extrême droite, c'est l'extrême droite qui court après les quartiers populaires.

¹⁴ Voir à ce propos l'étude de Castelli Gattinara et Zamponi (en cours de publication) sur les mobilisations pendant la « crise » des réfugiés en France, qui souligne comment les actions sociales directes ont bénéficié à la visibilité médiatique des organisations d'extrême droite, alors que cela ne s'est pas avéré pour l'activisme direct promu par des groupes de solidarité envers les migrants.

Références dans le texte

Bosi, Lorenzo et Zamponi, Lorenzo. 2015. « Direct Social Actions and Economic Crises: The Relationship between Forms of Action and Socio-Economic Context in Italy », *Partecipazione e Conflitto*, vol. 8, n° 2, p. 367-391.

Bouron, Samuel et Froio, Caterina. 2018. « Entrer en politique par la bande médiatique ? Construction et circulation des cadrages médiatiques du Bloc identitaire et de Casapound Italia », *Questions de communication*, n° 33, p. 209-229.

Castelli Gattinara, Pietro. 2016. *The politics of migration in Italy: perspectives on local debates and party competition*, London ; New York : Routledge.

Castelli Gattinara, Pietro et Zamponi, Lorenzo (en cours de publication). « Politicization support and opposition to migration in France: the EU asylum policy crisis and direct social activism », *Journal of European Integration*.

Castelli Gattinara, Pietro et Bouron, Samuel. 2019. « Extreme-right communication in Italy and France: political culture and media practices in CasaPound Italia and Les Identitaires », *Information, Communication & Society*, vol. 0, n° 0, p. 1-15.

Castelli Gattinara, Pietro et Froio, Caterina. 2018. « Quand les identitaires font la une », *Revue française de science politique*, vol. 68, n° 1, p. 103-119.

Froio, Caterina et Castelli Gattinara, Pietro. 2017. « Direct Social Actions in Extreme Right Mobilisations. Ideological, strategic and organisational incentives in the Italian neo-fascist right », *Partecipazione e Conflitto*, vol. 9, n° 3, p. 1040-1066.

Froio, Caterina, Castelli Gattinara, Pietro, Bulli, Giorgia et Albanese, Matteo. 2020. *CasaPound Italia: Contemporary Extreme Right Politics*, London: Routledge.

Kousis, Maria et Paschou, Maria. 2017. « Alternative Forms of Resilience. A typology of approaches for the study of Citizen Collective Responses in Hard Economic Times », *PARTECIPAZIONE E CONFLITTO*, vol. 10, n° 1, p. 136-168-168.

Mudde, Cas. 2007. *Populist radical right parties in Europe*, Cambridge, UK ; New York : Cambridge University Press.

Pasta, Stefano et Vitale, Tommaso. 2018. « “Mi guardano male, ma io non guardo”. Come i rom e i sinti in Italia reagiscono allo stigma », in Alietti (dir.), *Razzismi, discriminazioni e disegualianze. Analisi e ricerche sull'Italia contemporanea* Editions Mimesis, p. 217-241.

Simonneau, Damien et Castelli Gattinara, Pietro. 2019. « Prendre part aux logiques d'exclusion : les mobilisations anti-migrants en France, en Italie et aux États-Unis », *Critique internationale*, N° 84, n° 3, p. 105-124.

Vitale, Tommaso. 2019. « Conflicts on Roma Settlements in Italian Cities: Normative Polarisation and Pragmatic Mediation », *Palaver*, vol. 8, n° 1, p. 29-74-74.

Vitale, Tommaso, Claps, Enrico et Arrigoni, Paolo. 2009. « Regards croisés: anti-tsiganisme et possibilité de “vivre ensemble”, Roms et Gadje en Italie », *Etudes Tsiganes*, vol. 35, p. 80-103.